

Services publics. La levée de boucliers communautaires

Publié le 27 septembre 2019 à 20h40

Le Télégramme

[Voir les commentaires](#)

Quelque 400 personnes avaient manifesté lundi 16 septembre devant le centre des impôts d'Auray menacé de fermeture. (Le Télégramme/Mathieu Pelicart)



La menace de [fermeture du centre des Finances publiques d'Auray](#) mobilise tous les élus du pays d'Auray. Une motion de soutien au maintien des services publics a été adoptée ce vendredi en séance communautaire. Elle fait suite « à la réunion du 11 septembre en présence de Claude Girault, directeur départemental des Finances publiques du Morbihan, pour présenter le [projet de transformation souhaité par le gouvernement](#) ».

Sur ce dossier, élus et salariés continuent à avancer dans le brouillard. Philippe Le Ray ne se montre pas excessivement optimiste : « J'ai pu échanger avec Bruno Le Maire sur le sujet. Il m'a confié que la réforme se fera. C'est maintenant aux territoires de se mobiliser pour conserver la qualité des services publics sur les territoires », a glissé le président d'Auray Quiberon Terre Atlantique, qui a souhaité poser sur la table communautaire un sujet dont l'issue conditionne non seulement la qualité de services proposés demain aux habitants, mais aussi l'image d'une communauté de communes qui doit encore jouer des coudes pour se faire une place entre Lorient et Vannes. Un enjeu majeur, donc, et qui n'a pas manqué de faire régir les élus communautaires. « Même si les conditions ne sont plus adaptées sur le site actuel, nous devons nous mobiliser pour proposer la même qualité de services », dit encore Philippe Le Ray.

Plouharnel pour une offre de services décentralisée ?

« Est-ce au rôle de l'intercommunalité de se substituer aux services de l'État ? », reprend par une question rhétorique Ronan Le Délézir. « Le Pays d'Auray est en train de se faire tranquillement désosser. Est-ce qu'on sera capable de résister ? », s'inquiète-t-il.

Néanmoins, les élus se préparent à la réorganisation. « Si l'État nous l'impose, il vaut mieux l'anticiper. Mais je ne suis pas vraiment favorable à la proposition du gouvernement de créer des maisons des services. On nous parle de 30 000 euros pour la faire fonctionner. Ce n'est déjà pas un chiffre très élevé... Et versé sur combien de temps ? Un an ou deux ? ». Un consensus semble cependant se dessiner autour de l'implantation d'une éventuelle structure d'accueil, en complémentarité avec Auray : Plouharnel semble s'imposer. « On est un peu à la croisée des chemins, comme dit Gérard Pierre (maire de Plouharnel) », se projette Philippe Le Ray. « Et nous disposons déjà d'un bâtiment sur la commune ».